



SQLI
Société anonyme
Au capital de 2.866.758,40 €uros
Siège social : 268, avenue du président Wilson
93210 La Plaine Saint-Denis
RCS Bobigny 353 861 909 – SIREN 353 861 909 00094

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013

Sommaire

I - Rapport semestriel d'activité

II - Comptes semestriels consolidés

Notes annexes

III – Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

IV – Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

I - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Evénements importants du premier semestre

SQLI a réalisé, au 1er semestre 2013, un chiffre d'affaires de 79,0 M€ contre 81,3 M€ au 1er semestre 2012. Ce chiffre d'affaires intègre la contribution du pôle Solutions Santé (4,1 M€) dont la cession a été annoncée le 31 juillet dernier. A périmètre constant hors Santé, le chiffre d'affaires du semestre s'inscrit en repli de 1,6%. Cette variation est intégralement due à un effet jour défavorable (2 jours ouvrés en moins).

Au cours du 1er semestre 2013, SQLI a confirmé sa position d'acteur de référence dans le domaine du e-Business et du marketing digital en France. Ainsi, en seulement 6 mois, le groupe a déjà piloté 48 projets e-Commerce contre 66 durant l'ensemble de l'année 2012. SQLI a également reçu un IBM Mobile Apps Awards prouvant sa parfaite maîtrise du développement d'applications mobiles innovantes.

Le TJM à fin juin 2013 s'élève à 473 € contre 491 € un an plus tôt. Cette variation est essentiellement liée à un recours accru à l'offshore. Le taux d'activité ressort à 81,5% (81,1% à fin juin 2012). Au 30 juin, le groupe comptait 1.775 collaborateurs (hors stagiaires) contre 1.806 à fin juin 2012.

L'optimisation de la structure de coûts et l'arrêt d'activités déficitaires permettent de compenser le recul du chiffre d'affaires. Le taux de marge opérationnelle courante du 1er semestre est même en légère progression sur un an (4,3% contre 4,1% au 1er semestre 2012).

Le résultat opérationnel courant du groupe intègre également le coût du départ de son ancien dirigeant, Julien Mériaudeau, ainsi que la rémunération de son engagement de non-concurrence pour un montant de 0,7 M€.

Il intègre par ailleurs le versement au bénéfice du groupe, d'une indemnité de 1 M€, au titre d'une transaction signée avec une société concurrente qui met fin à une action en concurrence déloyale intentée par SQLI.

Compte tenu des performances de la branche SAP, les tests périodiques de valeur conduisent à la constatation d'une dépréciation des écarts d'acquisition de 1,4 M€ dans les comptes semestriels. Par ailleurs, le groupe enregistrera dans ses comptes du second semestre une plus value sur la cession du pôle Solutions Santé.

Les résultats du 1er semestre 2013 confirment l'enjeu du prochain plan stratégique en cours de construction par le nouveau Directeur Général, Didier Fauque. En capitalisant sur son expertise e-business et la très forte dynamique du marché du Digital, SQLI doit s'inscrire dans un nouveau cycle de croissance rentable alliant progression organique et acquisitions. La trésorerie brute de la société (18,9 M€ à fin juin 2013) et le produit de cession du pôle Santé (6,4 M€) donnent à SQLI les ressources financières pour mettre en œuvre cette stratégie offensive.

2. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les facteurs de risque tels que présentés dans le document de référence 2012 publié par la Société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés le 26 avril 2013 sous le numéro n° D 13-0455 n'ont pas subi d'évolution sensible à ce jour.

3. Principales transactions entre parties liées

Les accords conclus entre les parties liées ont été identifiés dans les états financiers consolidés du 31 décembre 2012 et figurent dans le document de référence 2012 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2013.

Les accords conclus au cours du 1er semestre 2013 concernent le départ de Julien Mériaudeau comme indiqué en note E de l'annexe des comptes consolidés et les engagements pris au bénéfice de Didier Fauque comme indiqué en note E. 14 de l'annexe des comptes consolidés.

II - COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

30 juin 2013

SOMMAIRE

- A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL
- B. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
- C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
- D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES
- E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

A. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en milliers d'euros	Notes	30.06.2013	30.06.2012 *	31.12.2012 *
CHIFFRE D'AFFAIRES		78.988	81.279	158.116
Autres produits de l'activité		1.760	1.232	3.481
Achats consommés		-508	-463	-1.031
Charges de personnel	16)	-55.817	-58.496	-112.963
Charges externes	17)	-18.781	-18.641	-35.517
Impôts et taxes		-1.610	-1.584	-2.967
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		-1.052	9	-606
Autres produits et charges d'exploitation		410	2	-19
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT avant valorisation des stock-options et actions gratuites		3.390	3.338	8.494
Valorisation des stock-options et actions gratuites		0	0	0
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		3.390	3.338	8.494
Dépréciation des écarts d'acquisition		-1.386	0	-170
Autres produits et charges opérationnels non courants		84	0	-115
RESULTAT OPERATIONNEL		2.088	3.338	8.209
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	18)	68	29	66
Coût de l'endettement financier brut	18)	-281	-369	-573
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	18)	-213	-340	-507
Autres produits et charges financiers	18)	-58	-39	-232
RESULTAT AVANT IMPOT		1.817	2.959	7.470
Charge d'impôt	19)	-1.565	-1.293	-2.998
RESULTAT NET avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		252	1.666	4.472
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		252	1.666	4.472
Dont :				
Part du groupe		252	1.666	4.472
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	20)	0,07	0,05	1,23
Nombre moyen d'actions en circulation		3.583.448	36.554.153	3.648.537
Résultat net dilué, part du groupe par action (en euros)		0,06	0,04	0,98
Nombre moyen d'actions et BSA en circulation		4.492.948	45.649.153	4.558.037

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	30.06.2013	30.06.2012 *	31.12.2012 *
RESULTAT NET	252	1.666	4.472
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies nets d'impôts	9	-4	55
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	9	-4	55
Ecarts de conversion	-130	50	27
Eléments qui seront reclassés en résultat	-130	50	27
Total des éléments comptabilisés en capitaux propres	-121	46	82
RESULTAT GLOBAL	131	1.712	4.554
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0
Attribuable au groupe	131	1.712	4.554

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

B. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30.06.2013	31.12.2012 *
Ecart d'acquisition	1)	44.901	46.515
Immobilisations incorporelles		285	404
Immobilisations corporelles		2.913	2.828
Immobilisations financières		2.489	2.545
Autres actifs non courants	2)	1.565	608
Impôts différés actif	3)	341	759
ACTIFS NON COURANTS		52.494	53.659
Créances clients et comptes rattachés	4)	41.452	41.836
Autres créances et comptes de régularisation	5)	19.430	24.577
Actif d'impôt exigible		200	334
Trésorerie et équivalents trésorerie	6)	18.984	19.487
Actifs détenus en vue d'être cédés		0	0
ACTIFS COURANTS		80.066	86.234
TOTAL DE L'ACTIF		132.560	139.893

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30.06.2013	31.12.2012 *
Capital	7)	2.867	2.867
Primes		36.545	36.575
Réserves consolidées		23.274	20.214
Résultat consolidé		252	4.472
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		62.938	64.128
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		62.938	64.128
Dettes financières à long terme	10)	6.747	10.107
Provisions à long terme	12)	1.995	1.613
Impôts différés passif	3)	5	5
Autres passifs non courants		154	252
PASSIFS NON COURANTS		8.901	11.977
Dettes financières à court terme	10)	3.430	3.573
Provisions à court terme	12)	84	75
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8.529	8.760
Autres dettes	13)	48.250	50.730
Passif d'impôt exigible		428	650
Passifs détenus en vue d'être cédés		0	0
PASSIFS COURANTS		60.721	63.788
TOTAL DU PASSIF		132.560	139.893

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

C. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion et écarts actuariels	Capitaux propres		
							Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 31.12.2011	36.658.549	1.833	38.057	14.497	4.098	1.264	59.749	-	59.749
Affectation du résultat				4.098	-4.098				
Opérations sur le capital :									
Annulation de titres auto-détenus	-200.000	-10	-293				-303		-303
Augmentation du capital par incorporation des primes		1.094	-1.094						
Constitution de réserves indisponibles			-273	273					
Auto contrôle			287				287		287
<i>Résultat du 1^{er} semestre</i>					1.666		1.666		1.666
<i>Autres éléments du résultat global</i>						46	46		46
Résultat global du 1 ^{er} semestre					1.666	46	1.712		1.712
Situation au 30.06.2012 *	36.458.549	2.917	36.684	18.868	1.666	1.310	61.445	-	61.445
Opérations sur le capital :									
Annulation de titres auto-détenus	-70.000	-56	-536				-592		-592
Regroupement d'actions	-32.812.695								
Plan d'épargne d'entreprise	7.594	6	32				38		38
Auto contrôle			395				395		395
<i>Résultat du 2nd semestre</i>					2.806		2.806		2.806
<i>Autres éléments du résultat global</i>						36	36		36
Résultat global du 2 nd semestre					2.806	36	2.842		2.842
Situation au 31.12.2012 *	3.583.448	2.867	36.575	18.868	4.472	1.346	64.128	-	64.128
Affectation du résultat en réserves				3.181	-3.181				
Distribution de dividendes					-1.291		-1.291		-1.291
Auto contrôle			-30				-30		-30
<i>Résultat du 1^{er} semestre</i>					252		252		252
<i>Autres éléments du résultat global</i>						-121	-121		-121
Résultat global du 1 ^{er} semestre					252	-121	131		131
Situation au 30.06.2013	3.583.448	2.867	36.545	22.049	252	1.225	62.938	-	62.938

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

D. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30.06.2013	30.06.2012 *	31.12.2012 *
Résultat net de l'ensemble consolidé	252	1.666	4.472
Dotations nettes aux amortissements et provisions (1)	2.451	99	502
Autres charges (produits) calculés	-187	105	104
Plus(moins)-values de cession	-82	-2	107
Subventions virées au résultat	0	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt	2.434	1.868	5.185
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1.565	1.293	2.998
Coût de l'endettement financier	281	369	573
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	4.280	3.530	8.756
Variation des clients	5.152	4.216	4.523
Variation des fournisseurs	-226	-817	-1.726
Variation des autres actifs et passifs courants	-4.058	-7.290	-877
Impôt sur les sociétés payé (remboursé)	-1.096	-764	-1.666
Flux de trésorerie sur activités opérationnelles	4.052	-1.125	9.010
Acquisitions d'immobilisations	-637	-721	-1.473
Cessions d'immobilisations	113	106	138
Acquisitions de participations nettes de la trésorerie acquise (2)	-298	-313	-313
Flux de trésorerie sur activités d'investissement	-822	-928	-1.648
Augmentations de capital	0	0	38
Emissions d'emprunts	0	83	81
Acquisition de titres d'auto-contrôle	-29	-16	-213
Remboursements d'emprunts	-3.496	-3.481	-3.603
Intérêts payés	-59	-214	-220
Flux de trésorerie sur activités de financement	-3.584	-3.628	-3.917
Variation de trésorerie	-354	-5.681	3.445
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	19.431	16.121	16.121
Impact des différences de change	-108	39	33
Reclassement de trésorerie	0	-168	-168
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	18.969	10.311	19.431

(1) A l'exclusion des provisions liées à l'actif circulant.

(2) Dont versement des compléments de prix 2012 attachés aux titres ASTON EDUCATION (227 K€) et WAX (63 K€).

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

E. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

SQLI et ses filiales constituent un groupe de sociétés de services informatiques qui interviennent dans le domaine du conseil et de l'intégration d'applications e-business. Le groupe est principalement implanté en France, au Benelux, en Suisse et au Maroc.

SQLI est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé à La Plaine Saint-Denis (93). Elle est cotée sur le marché « Euronext Paris », compartiment C.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 24 septembre 2013.

1- Activité du semestre

SQLI a réalisé, au 1er semestre 2013, un chiffre d'affaires de 79,0 M€ contre 81,3 M€ au 1er semestre 2012. Ce chiffre d'affaires intègre la contribution du pôle Solutions Santé (4,1 M€) dont la cession a été annoncée le 31 juillet dernier. A périmètre constant hors Santé, le chiffre d'affaires du semestre s'inscrit en repli de 1,6%. Cette variation est intégralement due à un effet jour défavorable (2 jours ouvrés en moins).

Au cours du 1er semestre 2013, SQLI a confirmé sa position d'acteur de référence dans le domaine du e-Business et du marketing digital en France. Ainsi, en seulement 6 mois, le groupe a déjà piloté 48 projets e-Commerce contre 66 durant l'ensemble de l'année 2012. SQLI a également reçu un IBM Mobile Apps Awards prouvant sa parfaite maîtrise du développement d'applications mobiles innovantes.

Le TJM à fin juin 2013 s'élève à 473 € contre 491 € un an plus tôt. Cette variation est essentiellement liée à un recours accru à l'offshore. Le taux d'activité ressort à 81,5% (81,1% à fin juin 2012). Au 30 juin, le groupe comptait 1.775 collaborateurs (hors stagiaires) contre 1.806 à fin juin 2012.

L'optimisation de la structure de coûts et l'arrêt d'activités déficitaires permettent de compenser le recul du chiffre d'affaires. Le taux de marge opérationnelle courante du 1er semestre est même en légère progression sur un an (4,3% contre 4,1% au 1er semestre 2012).

Le résultat opérationnel courant du groupe intègre également le coût du départ de son ancien dirigeant, Julien Mériaudeau, ainsi que la rémunération de son engagement de non-concurrence pour un montant de 0,7 M€.

Il intègre par ailleurs le versement au bénéfice du groupe, d'une indemnité de 1 M€, au titre d'une transaction signée avec une société concurrente qui met fin à une action en concurrence déloyale intentée par SQLI.

Compte tenu des performances de la branche SAP, les tests périodiques de valeur conduisent à la constatation d'une dépréciation des écarts d'acquisition de 1,4 M€ dans les comptes semestriels. Par ailleurs, le groupe enregistrera dans ses comptes du second semestre une plus value sur la cession du pôle Solutions Santé.

Les résultats du 1er semestre 2013 confirment l'enjeu du prochain plan stratégique en cours de construction par le nouveau Directeur Général, Didier Fauque. En capitalisant sur son expertise e-business et la très forte dynamique du marché du Digital, SQLI doit s'inscrire dans un nouveau cycle de croissance rentable alliant progression organique et acquisitions. La trésorerie brute de la société (18,9 M€ à fin juin 2013) et le produit de cession du pôle Santé (6,4 M€) donnent à SQLI les ressources financières pour mettre en œuvre cette stratégie offensive.

2- Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe SQLI sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2013 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du groupe SQLI, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du 31 décembre 2012.

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 à l'exception des changements de méthodes comptables ci-après.

Le groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'Union Européenne au 30 juin 2013 ni encore entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Changements de normes comptables

SQLI a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2013, les nouvelles normes et amendements suivants :

Norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » : suite aux amendements d'IAS 1, le groupe a modifié la présentation des produits et charges comptabilisés en capitaux propres pour présenter séparément les éléments qui seront reclassés en résultat et ceux qui ne le seront pas. Les informations comparatives ont été présentées conformément aux amendements de la norme IAS 1 révisée.

Normes IAS 19 révisée « Avantages au personnel » : la révision de la norme conduit principalement à comptabiliser les écarts actuariels au sein de la rubrique capitaux propres. Il n'y avait pas de coût des services passés non comptabilisé lors des clôtures antérieures. L'impact de l'application de la norme IAS 19 révisée sur le résultat net du groupe est ainsi limité : les écarts actuariels retraités majorent le résultat de 4 K€ au titre du premier semestre 2012 et le minorent de 20 K€ au titre de l'exercice 2012.

Le groupe a par ailleurs affiné les modalités du calcul relatif à l'engagement retraite de sa filiale Suisse conduisant à une revue à la baisse de la provision comptabilisée de 66 K€ net d'impôt différé (comptabilisé en contrepartie de la rubrique capitaux propres au 31 décembre 2012).

IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » : l'application de la norme IFRS 13 au 1^{er} janvier 2013 n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du groupe.

3- Estimations et jugements

Pour l'établissement des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34, le groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Ces estimations concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait, la constatation d'impôts différés actifs, les tests de valeur sur les actifs, le calcul des engagements de retraite et autres avantages à long terme, l'appréciation des clauses de complément de prix et les provisions courantes et non courantes.

Le groupe reste prudent quant aux perspectives de croissance du marché des services informatiques à moyen et long terme et s'appuie sensiblement sur les mêmes hypothèses d'évolution de l'activité et des marges opérationnelles qu'au 31 décembre 2012, notamment pour l'appréciation de la valeur de ces actifs incorporels.

4- Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées	Siège	30/06/2013		31/12/2012	
		% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
SQLI SA	La Plaine Saint-Denis (93)	Société consolidante			
SQLI SUISSE SA	Lausanne (Suisse)	100 %	100 %	100 %	100 %
ABCIAL SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI MAROC SA	Rabat (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
CLEAR VALUE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
CLEAR VISION INTERNATIONAL SA	Luxembourg (Lux)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN FRANCE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
ALCYONIX INC	Saint-Bruno Québec (Canada)	Dissolution		100 %	100 %
ICONEWEB MULTIMEDIA MAROC SARL	Casablanca (Maroc)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN Belgium SA	Diegem (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN SA	Strassen (Luxembourg)	100 %	100 %	100 %	100 %
EOZEN Singapore	Singapour	Dissolution		100 %	100 %
ASTON EDUCATION	Boulogne-Billancourt (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
ASTON INSTITUT	Boulogne-Billancourt (92)	100 %	100 %	100 %	100 %
SQLI DEFENSE SAS	La Plaine Saint-Denis (93)	100 %	100 %	100 %	100 %
WAX DESIGN	Sint-Martens-Latem (Belgique)	100 %	100 %	100 %	100 %
GEIE ICE	Blagnac (31)	33,33 %	100 % (1)	33,33 %	100 % (1)

(1) Pour l'activité réalisée par SQLI.

Les sociétés ALCYONIX INC et EOZEN Singapore ayant cessé toute activité ont été dissoutes. La SAS SQLI Défense a été créée en juin 2010 mais n'a pas eu d'activité à ce jour.

5- Activités cédées au cours du semestre ou en cours de cession

Dataroom

Le 16 janvier 2013, SQLI a cédé à la société DILITRUST, la branche de son fonds de commerce développant sous la marque « Dataroom » une activité de solution professionnelle en mode SAAS de partage de documents entre tiers et de solution de dataroom et référentiel documentaire.

Le chiffre d'affaires de la branche est évalué à 213 K€ en 2012. Aucun contrat salarié n'est transféré.

La cession est réalisée moyennant le paiement au comptant d'un prix ferme de 30 K€, augmenté d'un complément de prix calculé sur la base du chiffre d'affaires réalisé par le fonds sur les 3 prochaines années. Ce complément de prix payable en numéraire trimestriellement est estimé à 180 K€.

Sémaphore

Le 31 janvier 2013, SQLI a cédé à la société ATOOL DEVELOPPEMENT, la branche de son fonds de commerce développant sous la marque « Sémaphore... voir ou prévoir... », une activité de prestations informatiques, commercialisation, développement et maintenance du logiciel « SEMAPHORE », outil opérationnel de gestion d'événements permettant le suivi de l'entretien des actifs (GMAO), de la réglementation, des contrats et du pilotage de l'assurance qualité.

Le chiffre d'affaires de la branche est évalué à 334 K€ en 2012. Un contrat salarié est transféré.

La cession est consentie moyennant un prix ferme de 100 K€ dont 75 K€ versés au comptant et le solde payable au 31 décembre 2013.

Le résultat de ces deux cessions figure en « Autres produits et charges opérationnels non courants » pour un montant de 84 K€.

Santé

Le groupe a cédé le pôle Solutions Santé le 31 juillet 2013 pour un montant de 6,4 M€ :

SQLI et sa filiale ABCIAL ont apporté à la société TOOLINK, leur fonds de commerce exploitant une activité de prestations de services informatiques dans le domaine de la santé, connue sous la dénomination « SQLI Santé ».

SQLI Santé comprend en particulier la suite de progiciels « IdéoSanté », dont le cœur est l'urbanisation des systèmes d'information de santé permettant l'échange et le partage des données de santé : socle d'urbanisation (identité patient, localisation patient, authentification forte, annuaires, messagerie sécurisée, portail collaboratifs, bus applicatifs avec un ensemble de connecteurs dans le domaine de la santé), système d'information clinique (dossier patient, dossier de soins, serveur de prescription polymodal, bureautique médicale, serveur de résultats) et dossiers de coordination des réseaux de santé (entrepôt XDS, portail d'accès patient, portail d'accès professionnel et un ensemble de dossiers thématiques).

Au premier semestre 2013, SQLI santé réalise un chiffre d'affaires de 4,1 M€ et emploie 70 salariés.

SQLI et ABCIAL ont cédé à la société Loire Développement, les titres TOOLINK reçus en rémunération de leur apport :

Le prix de 6,4 M€ a été versé en numéraire (6,1 M€), en souscription d'obligations convertibles en actions de la société Loire Développement (0,3 M€) et le solde en 40.000 actions Loire Développement, représentant une participation de 4% de SQLI dans le capital de la société.

Le résultat de cette cession est une plus-value brute de 6,1 M€ (hors frais liés à l'opération) qui sera enregistrée dans les comptes du groupe au second semestre 2013.

Cette activité représentant une part peu significative de l'activité du groupe, sa cession n'a pas été retraitée au 30 juin 2013 selon la norme IFRS 5.

6- Eléments d'information sur le bilan ou le compte de résultat

1) Ecart d'acquisition

	31.12.2012	Acquisition de la période	Cession de la période	Correction de valeur	Dépréciation de la période	30.06.2013
SQLI (1)	23.140		-226	-2		22.912
ASTON EDUCATION	2.150					2.150
WAX DESIGN	514					514
Total INGENIERIE ET AUTRES	25.804	0	-226	-2	0	25.576
Total SAP (2)	20.711	0	0	0	-1.386	19.325
TOTAL	46.515	0	-226	-2	-1.386	44.901

(1) Le goodwill affecté à SQLI correspond aux écarts d'acquisition calculés lors de l'entrée dans le périmètre des sociétés : KEENVISION (96 K€) absorbée par SQLI en 2002 ; ASTON (9 955 K€), SYSDEO (4 282 K€) et PROCEA (1 438 K€), qui ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine (TUP) au profit de SQLI en 2007 ; ICONEWEB MULTIMEDIA (1 902 K€) et URBANYS (1 535 K€) qui ont fait l'objet d'une TUP au profit de SQLI respectivement en 2009 et 2010.

Il intègre également l'écart d'acquisition ALCYONIX (971 K€), la société ALCYONIX France ayant été dissoute le 30 novembre 2011 et la transmission de son patrimoine à SQLI réalisée le 1^{er} janvier 2012.

Les fonds de commerce acquis par SQLI (2.733 K€) sont également présentés en écarts d'acquisition.

(2) Les écarts d'acquisition dégagés lors de l'entrée dans le périmètre des sociétés EOZEN (13 154 K€) et CLEAR VALUE (7 119 K€) ont été agrégés compte tenu de l'intégration opérationnelle forte des activités de ces sociétés. NAGA CONSEIL (438 K€) a fait l'objet d'une TUP au profit de EOZEN France au 1^{er} janvier 2012.

Les cessions de la période sont celle des branches de fonds de commerce « Dataroom » (210 K€) et « Sémaphore » (16 K€).

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an au 31 décembre de chaque année et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Les indices de perte de valeur retenus par le groupe comprennent notamment l'évolution du chiffre d'affaires, la rentabilité opérationnelle traduite par le résultat opérationnel et/ou le niveau du taux d'emploi des collaborateurs.

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel de l'activité SAP étant au 1^{er} semestre 2013 inférieurs au budget prévisionnel, un test de dépréciation complémentaire a été réalisé au 30 juin 2013 sur la base des hypothèses suivantes, identiques à celles du 31 décembre 2012 :

Pôle testé :	SAP
Valeur des écarts d'acquisition :	20.711 K€
Durée des projections :	4 ans
Modalités des projections :	2013 : base budgétaire 2014-2016 : Chiffre d'affaires : taux de croissance uniforme Taux d'EBIT : progression régulière pour atteindre un taux normatif en 2016.
Taux d'actualisation après impôt :	9,5%
Taux de croissance à l'infini :	1,5%

Au regard de ce test, une dépréciation de 1.386 K€ été constatée.

Tests de sensibilité

La diminution de 1 point des hypothèses de croissance du chiffre d'affaires 2014-2016 conduirait à une dépréciation complémentaire de 495 K€. La diminution de 1 point des hypothèses d'EBIT normatif conduirait à une dépréciation complémentaire de 2.186 K€. La diminution combinée de 1 point des hypothèses de croissance du chiffre d'affaires 2014-2016 et de 1 point des hypothèses d'EBIT normatif conduirait à une dépréciation complémentaire de 2.621 K€.

2) Autres actifs non courants

	30.06.2013	31.12.2012
Etat, crédits d'impôt recherche	3.066	2.419
Etat, crédits d'impôt compétitivité emploi	544	0
Autres actifs non courants	90	0
Valeur brute	3.700	2.419
Provisions à l'ouverture	-1.811	-1.902
Dotation	-324	-607
Reprise	0	698
Provisions à la clôture	2.135	-1.811
Valeur nette	1.565	608

Les dépenses engagées par le groupe au 1^{er} semestre 2013 dans le cadre d'un programme de recherche et développement répondant aux critères d'éligibilité au crédit d'impôt recherche ont généré une créance d'impôt constatée à l'actif du bilan et estimée à 697 K€.

A titre prudentiel, une provision non déductible a été dotée sur cet actif dont la consistance n'est pas définitivement acquise. La provision constatée représente 50% de la créance fiscale et figure au compte de résultat sur la même ligne que le crédit d'impôt en « Autres produits de l'activité ».

Cette provision est maintenue jusqu'au terme du délai de reprise de l'administration fiscale, nonobstant les remboursements effectifs intervenus entre temps.

Les crédits d'impôt compétitivité emploi ont été présentés au compte de résultat comme les crédits d'impôt recherche sur la ligne « Autres produits de l'activité ».

3) Impôts différés

	30.06.2013		31.12.2012 *	
	Bases	Impôt différé	Bases	Impôt différé
Avantages au personnel *	734	215	715	206
Déficits fiscaux	1.247	416	2.530	843
Instruments de couverture	402	134	589	196
Amortissements dérogatoires	-572	-190	-653	-217
Frais d'émission d'emprunts	315	105	93	31
BSAAR	-1.000	-333	-1.000	-333
Annulation de la provision pour dépréciation des actions propres	0	0	-3	-1
Différences temporaires	114	38	242	81
Annulation des provisions à caractère fiscal	-158	-38	-158	-38
Autres	-34	-11	-42	-14
Impôts différés Actif (Passif) nets		336		754
Impôts différés actif		341		759
Impôts différés passif		-5		-5

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Le groupe bénéficie de 3.178 K€ de reports déficitaires au 30 juin 2013 dont 1.247 K€ ont donné lieu à activation d'impôts différés :

Origine des déficits fiscaux	31.12.2012	Variation du semestre	30.06.2013	Dont activés	Dont non activés
Groupe fiscal intégré France	2.442	-1.211	1.231	1.231	
CLEAR VALUE SAS (1)	86	-72	14	14	
SQLI Défense (1)	2		2	2	
ABCIAL (1)	2.030	-99	1.931		1.931
Total	4.560	-1.382	3.178	1.247	1.931

(1) Déficits nés avant l'intégration fiscale

4) Créances clients et comptes rattachés

	30.06.2013	31.12.2012
Créances clients	25.567	28.595
En-cours de production	17.529	14.724
Valeur brute	43.096	43.319
Provisions à l'ouverture	-1.483	-1.575
Mouvements de périmètre	0	0
Dotation	-260	-393
Reprise	96	489
Incidence des variations des taux de change	3	-4
Provisions à la clôture	-1.644	-1.483
<i>Dont : Provisions sur créances clients</i>	<i>-1.644</i>	<i>-1.483</i>
Valeur nette	41.452	41.836

Les en-cours de production correspondent aux prestations réalisées et non encore facturées. La valeur actuelle des créances clients n'est pas différente de leur valeur comptable. Toutes les créances clients ont des échéances inférieures à douze mois.

Le groupe a adopté une politique d'externalisation de la gestion de ses créances clients pour la France, couvrant tant les domaines de l'assurance-crédit, que la gestion des relances et le refinancement par mobilisation de celles-ci. Elles sont cédées dans le cadre d'une convention d'affacturage. Sauf exception, 100% des créances clients sont cédées au factor et figurent sous la rubrique « Autres créances » Cf. note 4) infra. Ce poste est intégralement mobilisable.

5) Autres créances et comptes de régularisation

	30.06.2013	31.12.2012
Créances sociales	774	302
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	3.506	3.845
Créances cédées (Réserves auprès du factor)	12.633	17.369
Charges constatées d'avance	2.114	2.745
Autres créances	430	348
Valeur brute	19.457	24.609
Provision à l'ouverture	-32	-113
Dotation	0	-1
Reprise	5	82
Provision à la clôture	-27	-32
<i>Dont : Provisions sur autres créances</i>	<i>-27</i>	<i>-32</i>
Valeur nette	19.430	24.577

6) Trésorerie et équivalents trésorerie

	30.06.2013	31.12.2012
Disponibilités	18.152	18.925
Parts de SICAV, de FCP monétaires et garantis, comptes à terme, BMTN	832	562
Trésorerie et équivalents au bilan	18.984	19.487

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau de variation de trésorerie s'établit de la façon suivante :

	30.06.2013	31.12.2012
Trésorerie et équivalents	18.984	19.487
Découverts bancaires	-15	-56
Trésorerie nette du tableau de variation de la trésorerie	18.969	19.431

7) Capital

Au 30 juin 2013, le capital de la société SQLI est composé de 3.583.448 actions d'une valeur nominale de 0,80 €, d'une seule catégorie, chacune entièrement libérée.

Aucune action nouvelle n'a été créée au cours du semestre.

8) Instruments dilutifs

Date d'émission	30.06.2013		31.12.2012		
	Nombre de bons restant à exercer	Nombre d'actions potentielles	Nombre de bons restant à exercer	Nombre d'actions potentielles	
BSAAR	20.04.20	9.	90	9.	90
Total		9.	90	9.	90

Les BSAAR émis en avril 2011 à l'occasion de l'émission de l'emprunt obligataire ont une durée de vie de 7 ans. Ils sont non exerçables et non cessibles durant une période initiale de 3 ans.

Lors de leur émission, les 9.095.000 BSAAR donnaient droit à la souscription de 9.095.000 actions nouvelles SQLI au prix d'exercice de 1,50 €. Suite au regroupement d'actions décidé lors de l'AGM du 20 juin 2012, ils donnent désormais droit à la souscription de 909.500 actions nouvelles SQLI au prix d'exercice de 15 €.

En juillet 2013, SQLI a racheté 1.570.000 BSAAR à 0,11 € en vue de leur annulation.

9) Actions SQLI auto-détenues

Aux termes de la résolution prise par l'assemblée générale mixte du 26 juin 2013, SQLI a reconduit le programme de rachat de ses propres actions dont les objectifs, par ordre de priorité décroissant, sont : i) l'animation du marché ou de la liquidité de l'action, ii) l'achat pour la conservation et la remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, iii) l'attribution d'actions aux salariés et iv) l'annulation éventuelle de celles-ci.

A la date de l'arrêt des comptes, le groupe n'envisage pas d'affecter les actions propres à des plans d'attributions d'actions gratuites.

Ce programme expire lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Il stipule un prix d'achat unitaire maximum de 20 € pour les actions regroupées (2 € pour les actions non regroupées) et un prix de vente unitaire minimum de 4 € pour les actions regroupées (0,4 € pour les actions non regroupées). Il est organisé dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la Financière d'Uzès.

Actions non regroupées	Nombre d'actions	30.06.2013		Nombre d'actions	31.12.2012	
		Prix unitaire	Valeur		Prix unitaire	Valeur
Actions auto-détenues au 1 ^{er} janvier	10.891	0,899	10	712.	1,081 €	770
Acquisitions	539	0,800	0	5€	1,003 €	56
Cessions à la valeur de vente				-42	1,081 €	-46
Annulation				-200.0	1,513 €	-303
Echange				-514.0	0,909 €	-467
Plus (moins) valeur de cession						0
Actions auto-détenues à la clôture	11.430	0,894	10	10	0,889 €	10

Actions regroupées	Nombre d'actions	30.06.2013		Nombre d'actions	31.12.2012	
		Prix unitaire	Valeur		Prix unitaire	Valeur
Actions auto-détenues au 1 ^{er} janvier	10.177	7,724	79		0 €	0
Acquisitions	9.877	8,945	88	31	7,283 €	230
Cessions à la valeur de vente	-6.868	9,326	-64	-	7,939 €	-21
Annulation				-70	8,460 €	-592
Echange				51	9,093 €	467
Plus (moins) valeur de cession			4			-5
Actions auto-détenues à la clôture	13.186	8,095	107	10	7,724 €	79

10) Endettement financier

	30.06.2013	31.12.2012
Avances remboursables	81	81
Emprunt obligataire	6.343	9.520
Retraitement des contrats de crédit-bail	55	64
Valorisation des instruments de couverture de taux	268	442
Passifs non courants	6.747	10.107
Emprunt obligataire	3.172	2.984
Emprunts auprès des établissements de crédit	7	22
Retraitement des contrats de crédit-bail	102	140
Concours bancaires courants	15	56
Participation des salariés	0	35
Intérêts courus non échus	0	189
Valorisation des instruments de couverture de taux	134	147
Passifs courants	3.430	3.573
Total de l'endettement financier brut	10.177	13.680
A déduire :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-18.984	-19.487
Endettement financier net (trésorerie nette de l'endettement)	-8.807	-5.807

Les emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ont été exclusivement souscrits en euros.

SQLI a contracté une couverture de taux pour se protéger des fluctuations des taux variables sur la durée de remboursement de son emprunt obligataire de 17 M€. Le montant couvert est limité à 13,6 M€. La société a opté pour un taux fixe.

Le non respect des ratios financiers suivants entraînerait l'exigibilité anticipée de l'emprunt obligataire :

- Dette Nette Consolidée/EBITDA Consolidé ≤ 1 ;
- Dette Nette Consolidée/Fonds Propres Consolidés $\leq 0,3$;
- Cash Flow Libre Consolidé/Service de la Dette Consolidée ≥ 1 .

Ces ratios sont à analyser une fois par an, le 31 décembre de chaque année.

Au 31 décembre 2012, le groupe respectait l'ensemble de ces covenants.

11) Analyse de la dette financière brute par échéance

	30.06.2013	31.12.2012
Exigible à moins d'un an	3.430	3.573
Exigible à plus d'un an et moins de cinq ans	6.747	10.107
Exigible à plus de cinq ans	0	0
Total	10.177	13.680

12) Provisions

	31.12.2012 *	Impact des variations des taux de change et des écarts actuariels	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30.06.2013
Crédits d'impôt recherche	704		129			833
Indemnités de départ à la retraite	374	-15	71			430
Contrats de prévoyance suisses *	341	-7			-30	304
Litiges prud'homaux	181		327	-36	-57	415
Litiges commerciaux	13					13
Provisions à long terme	1.613	-22	527	-36	-87	1.995
Pertes à terminaison	75		84	-75		84
Provisions à court terme	75	-	84	-75	-	84
Total	1.688	-22	611	-111	-87	2.079

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Conformément aux règles de provisionnement du risque fiscal appliquées par le groupe en matière de crédit d'impôt recherche, des provisions pour risques ont été dotées pour le montant des crédits d'impôt remboursés ou imputés mais non encore prescrits. Ces provisions sont maintenues au bilan jusqu'au terme du délai de reprise de l'administration fiscale. Elles représentent 833 K€ au 30 juin 2013.

Les indemnités de départ à la retraite (430 K€) sont calculées sur la base des mêmes hypothèses que celles utilisées au 31 décembre 2012 à l'exception du taux d'actualisation :

- l'estimation est effectuée sur la base d'un départ à la retraite à l'initiative du salarié ;
- l'âge de départ à la retraite est fixé à 65 ans ;
- la table de mortalité est celle de 2008-2010 ;
- le taux annuel de revalorisation des salaires est calculé par tranche d'âge. Pour chaque tranche d'âge, le taux retenu est la moyenne des taux constatés dans le groupe sur les trois dernières années : de 3,7% (de 20 à 30 ans), à 2,7% (de 31 à 40 ans), 2,0% (de 41 à 50 ans), 1,0% (de 51 à 60 ans) puis constant ;
- les taux de turnover tiennent compte de tous les départs qu'ils soient à l'initiative de l'employé ou de l'employeur. Le turnover est calculé par tranche d'âge et pour chaque tranche d'âge, le taux retenu est la moyenne des taux constatés dans le groupe sur les trois dernières années : 14,1% (20-24 ans), 28,0% (25-29 ans), 28,4% (30-34 ans), 22,4% (35-39 ans), 27,0% (40-44 ans) ; 25,7% (45-49 ans) ; 20,6% (50-54 ans) ; puis 3% (55 ans), 2% (56-58 ans), 1% (59-60 ans), 0% (61 ans et plus) ;
- l'engagement du groupe vis-à-vis de ses salariés est majoré de 46,5% de charges sociales.

Le taux d'actualisation retenu est de 3,00% (taux OAT 20 ans) contre 2,70% au 31 décembre 2012.

13) Autres dettes

	30.06.2013	31.12.2012
Avances et acomptes reçus	849	739
Personnel et organismes sociaux	23.081	23.101
Etat, hors impôt sur les sociétés	13.328	13.791
Dividendes à payer	1.291	0
Autres dettes diverses	863	731
Produits constatés d'avance	8.838	12.368
Autres dettes et comptes de régularisation	48.250	50.730

Les produits constatés d'avance correspondent aux prestations facturées dans le cadre des contrats à long terme qui excèdent les prestations produites et valorisées à l'avancement.

La valeur de marché des autres dettes n'est pas différente de leur valeur comptable.

14) Engagements financiers hors bilan et litiges en cours

Les engagements hors bilan et les litiges en cours sont identiques à ceux décrits dans le document de référence 2012 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2013 sauf pour les points suivants :

En février 2013, la masse des porteurs d'obligations a donné mainlevée partielle du nantissement inscrit sur le fonds de commerce de SQLI pour la branche du fonds exploitant l'activité « Dataroom ».

La société DILITRUST a donné en gage et nantissement au profit de SQLI en garantie des sommes lui restant dues, la branche de fonds de commerce « Dataroom » qui lui a été cédée en date du 16 janvier 2013.

La société ATOOL DEVELOPPEMENT a donné en gage et nantissement au profit de SQLI en garantie des sommes lui restant dues, la branche de fonds de commerce « Sémaphore » qui lui a été cédée en date du 31 janvier 2013.

La garantie d'actif et de passif accordée par les anciens actionnaires de la société ASTON EDUCATION à SQLI est arrivée à échéance le 31 mars 2013.

Suite à la décision du Conseil d'administration de la société SQLI en date du 7 mai 2013, les éléments de rémunération susceptibles d'être dus à Didier Fauque en cas de cessation des fonctions de Directeur Général sont les suivants :

- une indemnité de fin de mandat, en cas de révocation de Monsieur Didier Fauque avant le 7 novembre 2014, et pour autant qu'il n'y ait pas de détérioration des principaux indicateurs de la société SQLI, d'un montant 430 K€, de laquelle serait déduite l'indemnité de non-concurrence décrite ci-après ;
- une indemnité de non-concurrence, composée comme suit :
 - en cas de révocation de Didier Fauque avant le 30 avril 2014, une rémunération mensuelle jusqu'au 30 avril 2014 au titre de l'obligation de non-concurrence et équivalente à (i) la rémunération fixe mensuelle et (ii) 1/12ème de la rémunération variable au titre de l'exercice précédent la date du départ de la société ;
 - en cas d'extension par la société de l'obligation de non-concurrence au-delà du 1er mai 2014, une rémunération mensuelle équivalente à 60% (i) de la rémunération fixe mensuelle et (ii) de la rémunération variable au titre de l'exercice précédent la date du départ de la société.

15) Taux des devises

Devises	Taux moyen 1 ^{er} semestre 2013	Taux au 30.06.2013	Taux moyen 2012	Taux au 31.12.2012
CAD	1,3345	1,3714	1,2848	1,3137
SGD	1,6331	1,6545	1,6062	1,6111
USD	1,3135	1,3080	1,2856	1,3194
CHF	1,2299	1,2338	1,2053	1,2072
MAD	11,1500	11,1379	11,1144	11,1604

16) Charges de personnel et effectif

	30.06.2013	30.06.2012 *	31.12.2012 *
Salaires et traitements	39.864	41.877	80.839
Charges sociales	15.953	16.619	32.124
Participation des salariés	0	0	0
Charges de personnel	55.817	58.496	112.963
Provision pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages au personnel *	41	51	60
TOTAL	55.858	58.547	113.023
Effectif moyen hors stagiaires	1.783	1.839	1.786
Effectif au 1 ^{er} janvier hors stagiaires	1.765	1.825	1.825
Mouvements de périmètre	0	0	0
Augmentation (diminution)	10	-19	-60
Effectif à la clôture hors stagiaires	1.775	1.806	1.765

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

17) Charges externes

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Sous-traitance générale	9.153	8.484	16.986
Locations et charges locatives	3.563	3.710	7.292
Entretiens et réparations	291	267	577
Primes d'assurance	193	182	366
Divers documentation	321	303	423
Personnel extérieur à l'entreprise	290	852	281
Honoraires	1.763	1.459	3.143
Publicité, relations publiques	253	344	570
Transport de biens	14	13	25
Déplacements, missions et réceptions	2.197	2.114	4.062
Frais postaux et télécommunications	496	545	1.098
Services bancaires	77	81	196
Autres services extérieurs	170	287	498
Total	18.781	18.641	35.517

18) Coût de l'endettement financier net

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Revenus des prêts et créances	64	16	61
Produits (charges) nets sur cessions de VMP	4	13	5
Produits (charges) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	68	29	66
Charges d'intérêts	-276	-361	-560
Commissions de financement affacturage	-5	-8	-13
Coût de l'endettement financier brut	-281	-369	-573
Coût de l'endettement financier net	-213	-340	-507

Les différences de change sur éléments financiers, le résultat de l'actualisation des créances et dettes à long terme ainsi que l'impact des instruments de couverture de taux sont présentés sur la ligne « Autres produits et charges financiers » :

	30.06.2013	30.06.2012	31.12.2012
Différences de change	-55	-52	-91
Actualisation des prêts et dettes à long terme	-43	123	165
Instruments de couverture	34	-176	-308
Autres produits financiers	6	66	2
Autres produits et charges financiers	-58	-39	-232

19) Charge d'impôt

	30.06.2013	30.06.2012 *	31.12.2012 *
Impôts différés *	412	173	566
Impôts exigibles	1.153	1.120	2.432
<i>Dont CVAE</i>	<i>808</i>	<i>845</i>	<i>1.648</i>
Charge d'impôt (crédit si négatif)	1.565	1.293	2.998

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

a) Intégration fiscale

La société SQLI, tête de groupe, et ses filiales françaises ABCIAL, CLEAR VALUE, EOZEN France, ASTON EDUCATION, ASTON INSTITUT et SQLI DEFENSE constituent un groupe fiscal intégré pour l'exercice 2013.

b) Preuve d'impôt

	30.06.2013	30.06.2012 *	31.12.2012 *
Résultat consolidé avant impôt	1.817	2.959	7.470
Taux d'impôt théorique	33,1/3%	33,1/3%	33,1/3%
Charge d'impôt théorique	606	986	2.490
Effet des différences permanentes	18	97	-17
Effet des retraitements de consolidation sans incidence sur l'impôt	487	33	83
Effet des différentiels de taux mère/fille et du report variable	21	-93	-96
Effet des déficits reportables	69	-33	-62
Effet des impôts sans base et des crédits d'impôts	-175	-260	-499
Effet du classement de la CVAE en impôt	539	563	1.099
Charge d'impôt effectif	1.565	1.293	2.998
Taux d'impôt effectif	86,1%	43,7%	40,1%

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 Principes comptables suite à l'application d'IAS 19 révisée.

20) Résultat par action

Le numérateur utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est le résultat net part du groupe du semestre soit 252 K€.

Le nombre moyen pondéré utilisé au dénominateur est de 3.583.448 actions pour le résultat par action et de 4.492.948 pour le résultat dilué par action. La différence de 909.500 provient de l'impact potentiel de l'exercice des BSAAR attachés aux 85.000 obligations émises le 20 avril 2011.

	31.12.2012	Variation du semestre	30.06.2013	Moyenne du semestre
Nombre d'actions émises	3.583.448	-	3.583.448	3.583.448
Nombre d'instruments dilutifs	909.500	-	909.500	909.500
<i>Dont BSAAR</i>	<i>909.500</i>	-	<i>909.500</i>	<i>909.500</i>
TOTAL	4.492.948	-	4.492.948	4.492.948

7- Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs du groupe soit le Directeur Général de SQLI et ses Directeurs opérationnels.

L'activité du groupe est organisée autour de deux pôles principaux :

- **le métier historique d'intégrateur de systèmes e-business**, que le groupe exerce en proposant une gamme complète et intégrée de prestations : Conseil, Solutions, Intégration, Web agency, Formation etc.... Dans le reporting interne, cette activité est découpée en *Business Units (BU)* regroupées en *Agences*, chaque agence étant caractérisée à la fois par son implantation géographique et son offre métier.

Les agences ont été agrégées pour ne constituer qu'un secteur opérationnel unique dans la mesure où les offres métiers et les implantations géographiques peuvent être proposées en tout ou partie sur les mêmes projets, les prestations sont réalisées selon le même modèle économique, selon les mêmes process qualité (CMMI) et s'adressent à la même typologie de clients.

Le secteur ainsi constitué est appelé ci-après : « Ingénierie et autres ».

- **celui d'intégration autour de SAP depuis 2007** : ce pôle constitue un secteur opérationnel à part entière compte tenu du marché approché et du modèle économique propre aux prestations autour de SAP.

Ce secteur est appelé ci-après : « Consulting SAP ».

En conséquence, sur la base de son reporting interne, le groupe définit deux secteurs opérationnels : « Ingénierie et autres » et « Consulting SAP ». Les indicateurs régulièrement analysés par la direction du groupe sont :

- le chiffre d'affaires réalisé par chacun des deux secteurs,
- la marge opérationnelle qui correspond au résultat opérationnel courant avant valorisation des actions gratuites,
- l'encours clients attaché à chacun des deux secteurs.

Les informations financières relatives aux secteurs opérationnels figurent dans le tableau ci-après et sont établies selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés :

	30.06.2013			30.06.2012 *			31.12.2012 *		
	Ingénierie et autres	Consulting SAP	Total	Ingénierie et autres	Consulting SAP	Total	Ingénierie et autres	Consulting SAP	Total
Chiffre d'affaires	64.970	14.018	78.988	65.304	15.975	81.279	128.425	29.691	158.116
Résultat opérationnel courant *	2.722	668	3.390	2.896	442	3.338	6.863	1.631	8.494
Encours clients	37.060	4.392	41.452	40.431	5.025	45.456	36.709	5.127	41.836

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués en note E. 2 *Principes comptables* suite à l'application d'IAS 19 révisée.

8- Evènements postérieurs à la date de clôture

Comme indiqué en note E. 5, SQLI a cédé le pôle Solutions Santé le 31 juillet 2013 pour un montant de 6,4 M€. Le résultat de cette cession est une plus-value de 6,1 M€ (hors frais liés à l'opération) qui sera enregistrée dans les comptes du groupe au second semestre 2013.

9- Parties liées

Les accords conclus entre les parties liées ont été identifiés dans les états financiers consolidés du 31 décembre 2012 et figurent dans le document de référence 2012 déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2013.

Les accords conclus au cours du 1^{er} semestre 2013 concernent le départ de Julien Mériaudeau comme indiqué en note E. 1 et les engagements pris au bénéfice de Didier Fauque comme indiqué en note E. 14.

10- Facteurs de risques

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par la société et déposé auprès de l'autorité des marchés financiers en date du 26 avril 2013 n'ont pas subi d'évolutions sensibles au cours du semestre écoulé.

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

ACE Audit

ERNST & YOUNG et Autres

SQLI

Période du 1er janvier au 30 juin 2013

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

ACE Audit
5, avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris
S.A. au capital de € 2.250.400

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SQLI

Période du 1er janvier au 30 juin 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SQLI, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 2 octobre 2013
Les Commissaires aux Comptes

ACE Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Alain Auvray

Emmanuel Charrier

Franck Sebag

IV – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice.

La Plaine Saint Denis, le 27 septembre 2013,

Didier Fauque
Directeur Général